

Convention collective régionale

IDCC : 2194. – **BÂTIMENT**
(AQUITAINE)
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(Bulletin officiel n° 2001-2 bis)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX PRIMES POUR TRAVAUX OCCASIONNELS
À COMPTER DU 1^{er} janvier 2007
(AQUITAINE)

NOR : *ASET0750239M*
IDCC : *1596, 2194*

En application de l'article 1.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment en date du 8 octobre 1990 et de l'article II.3 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment d'Aquitaine du 19 février 2001, les montants des primes horaires pour travaux occasionnels présentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisances particulières, sont fixés comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2007 :

1. Travaux de fumisterie : 3,65 €
 - travaux occasionnels de ramonage ;
 - travaux occasionnels de démontage ou piquage de chaudière, travaux effectués dans des fours occasionnels, foyers, conduits et gaines de cheminées.

2. Travaux dans l'eau, travaux au marteau-piqueur : 3,96 €
- travaux dans plus de 10 centimètres d'eau ;
 - utilisation pendant plus de 1 heure d'un marteau-piqueur ou d'un brise-béton ou de tout matériel exposant à des vibrations.
3. Pénibilité due aux conditions d'insalubrité, d'ambiance ou de nuisance : 4,26 €
- travaux occasionnels dans des cuves, réservoirs et fosses d'aisance après vidange ;
 - travaux occasionnels en vide sanitaire d'une hauteur inférieure à 1,60 m ;
 - travaux occasionnels dans des locaux où la température, à l'intérieur, est supérieure à 40 °C ;
 - travaux occasionnels dans des chambres froides ou dans des locaux où la température est inférieure à 5 °C.

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Gironde à Bordeaux et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Bordeaux, le 14 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française du bâtiment Aquitaine ;
Union régionale CAPEB Aquitaine.

Syndicats de salariés :

Union régionale construction bois Aquitaine CFDT ;
CFE-CGC BTP Aquitaine ;
Syndicat régional FO du BTP.